

Appel de l'AG des grévistes de l'EN :

TOUTES ET TOUS EN GREVE !

LE MARDI 3 FEVRIER 2015

Dés la rentrée 2014 de nombreuses luttes ont émergé dans différents secteurs de l'éducation au sens large : 3 semaines de grève reconductible au collège Bellefontaine, mobilisations dans les écoles primaires du quartier d'Empalot et de Littré, création d'un collectif de personnels précaires, mobilisation des AVS-AESH, des AED, des personnels des CLAE et des cantines dans les écoles maternelles et primaires, grèves et occupations dans les universités,...

Tous ces mouvements se rejoignent autour des mêmes constats critiques à l'égard des politiques d'austérité : précarisation massive des personnels dans tous les secteurs liés à l'éducation, non prise en compte des besoins des enfants/élèves, manque criant de moyens financiers et humains, gestion managériale des équipes éducatives,

Quatre journées communes de grève et d'actions nous ont permis de créer des solidarités entre travailleuses et travailleurs du monde de l'éducation. Cela faisait longtemps que nous n'avions pas vu des AG aussi mobilisées et déterminées. La nécessité de construire un front commun de lutte et de solidarité (entre titulaires et précaires de droit public et privé) nous apparaît plus que jamais comme indispensable pour gagner sur nos revendications.

**Toutes ces luttes peuvent sembler sectorielles ... Elles ne le sont pas !
Nous sommes toutes et tous concerné-e-s !**

Supercherie sur les DGH !

Partout, les DGH qui tombent dans les établissements montrent que, sous le prétexte de "donner à l'éducation prioritaire", on pille les établissements dits "classiques". De fait, on diminue la "quantité" de service public (disparition de l'accompagnement éducatif par exemple) tout en détériorant sa "qualité" (effectifs pléthoriques dans les classes, enseignant-e-s surchargé-e-s de travail et d'heures supplémentaires,...)

Pourtant, des établissements entrant en éducation prioritaire, voient leur DGH insuffisamment abondée, voire en baisse comme au collège Toulouse Lautrec de Toulouse.

Arnaque sur l'Éducation Prioritaire !

Des établissements ayant déjà appartenu à l'EP ou bien en relevant sont écartés de la réforme : c'est le cas des lycées et des LP. Le LP Guynemer de Toulouse est de ceux-là ! Mais même pour les établissements labellisés REP/REP+, la réforme est très loin d'être satisfaisante ! Les personnels de ce secteur sont évidemment particulièrement mobilisés. Et pour cause : les moyens nécessaires à l'application de la réforme ne sont pas là ! Les deux établissements préfigureurs (Bellefontaine et R. Badiou ex Reynerie) ne peuvent mettre en place, par exemple, l'accompagnement continu pour les 6°. Cet accompagnement est pourtant prévu par la réforme et en constitue une mesure phare ! Comme le titrait l'un des tracts des personnels grévistes de Bellefontaine : "**REP+ = Rien en plus !**"

Malaise et colère dans le secteur péri-scolaire :

En CLAE et centre de loisirs, la politique d'austérité et la réforme des rythmes scolaires mettent à mal les conditions de travail (qui ne sont déjà pas très bonnes) des animateurs mais aussi la qualité de l'accueil des enfants. La dégradation du taux d'encadrement est à prévoir : au lieu d'un adulte pour 14 enfants actuellement, ce sera certainement, très bientôt, 1 pour 18 voire 1 pour 30.

Vie Sco : besoins en hausse mais postes supprimés et exploitation maximum des précaires !

Dans beaucoup d'établissements, depuis la rentrée, les postes d'AED sont supprimés ou transformés en postes CUI (encore plus précaires). Cela met en danger l'équilibre et la vie des établissements. Il faut doter la vie scolaire en postes suffisants. Les personnels de vie scolaire pourtant indispensables pour la vie d'un établissement doivent être reconnus et respectés. Il faut en finir avec la précarité !

Restons soudé-e-s ! Pas de division !

Les réformes successives et la mise en place de l'autonomie des établissements ont fait exploser les cadres nationaux tout en permettant de masquer la pénurie organisée des moyens. L'académie de Toulouse est en forte progression démographique (+5000 élèves à la dernière rentrée) et les postes prévus sont encore et toujours insuffisants pour absorber cette augmentation. La dégradation des conditions de travail va donc se poursuivre si nous ne faisons rien ! Désormais, c'est la mise en concurrence des établissements, des écoles et des collègues qui prévaut pour la gestion des moyens alloués. Chaque établissement doit « se vendre » afin de pouvoir mettre en place sa propre politique éducative. Ne nous laissons pas diviser !

**Plus que jamais, l'éducation est prioritaire !
En particulier dans les quartiers populaires !**

Les AG de grévistes ont fait émerger les revendications suivantes :

En général :

- Arrêt de la précarisation et titularisation sans condition de tous les personnels (de la maternelle à l'université) pour un réel travail d'équipe et une meilleure prise en charge des élèves.
- Attribution immédiate des moyens humains et matériels nécessaires à tous les établissements qu'ils soient dans l'éducation prioritaire ou non et aux structures rattachées à l'école (CLAE, ...)
- Respect du droit à une éducation de qualité pour tous avec une prise en compte réelle des difficultés scolaires et sociales de nos publics.
- DGH à la hauteur des besoins, sans heures supplémentaires ;
- Revalorisation générale des salaires de tous les personnels ;
- Réduction du temps de travail (car les personnels de n'y ont jamais eu droit !)

Et plus spécifiquement, en éducation prioritaire :

- application de critères sociaux transparents pour définir les écoles et les établissements relevant de l'éducation prioritaire;
- application des pondérations pour tenir compte de la pénibilité du travail ;
- heures postes pour l'ensemble des dispositifs de l'éducation prioritaire, non aux heures supplémentaires !
- indemnités REP pour tous les personnels travaillant en éducation prioritaire (enseignants, documentalistes, administratifs, vie scolaire, collectivités territoriales, ...)
- réduction et limitation des effectifs par classe, fixation de seuils nationaux ;
- pérennisation des postes, sans postes à profil ;
- créations des postes médico-socio-éducatifs nécessaires;
- pas de fléchage hiérarchique des concertations

En ce sens la dernière AG du 20 janvier 2015 :

- organise une **réunion publique, le 3 février 2015, à la maison de quartier de Bagatelle**, pour débattre avec les habitants de toutes ces questions.
- prévoit, pour les quartiers nord, l'organisation d'une autre réunion publique du même type courant mars 2015.
- encourage fortement le boycott des CA dans un premier temps, puis, dans un deuxième temps, le vote contre la DGH, qui sera de toute façon insuffisante.
- appelle à une nouvelle AG le 3 février .
- appelle à une nouvelle journée de grève le mardi 3 février.

- Mardi 3 février 2015 -

- **AG à 10 h : salle du Sénéchal (17 rue de Rémusat)**

- **Manifestation à 14 h 30 : square C. de Gaulle (m° Capitole)**

- **Réunion publique sur l'École à 18 h : RdV à la Maison de Quartier de Bagatelle (11 imp du Bachaga Boualam)**

L'AG des grévistes du 20 janvier 2015,
soutenue par les syndicats :

SUD Éducation 31 – CGT Educ'Action 31 – CNT 31

